

COMMUNE DE ANSE

ARRETE DU MAIRE

REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT **RETRECISSEMENT DE CHAUSSEE ENSEMBLE DES VOIES COMMUNALES - EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES**

Le Maire de la Commune de Anse,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2211-1 à L2212-5, L2213-1 à L2213-6,

Vu le Code de la Route, et notamment les articles R411-25 et R417-10,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code Pénal, et notamment l'article R610-5,

Vu, la demande en date du 14 janvier 2026, de l'entreprise EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES – 204, Avenue Franklin Roosevelt 69120 Vaulx-en-Velin, afin d'effectuer la maintenance et le nettoyage des caméras de vidéoprotection présentes sur l'ensemble de la commune pour le compte de la mairie de Anse,

Considérant qu'il incombe à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures propres à assurer le maintien du bon ordre et à prévenir tout accident pendant ces travaux, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement,

ARRETE

Article 1 :

Du 20 janvier 2026 au 31 décembre 2026, l'ensemble des voies de circulation de la commune seront temporairement rétrécies à la circulation des véhicules, au fur et à mesure de l'avancement des travaux (chantier mobile), le temps nécessaire à l'exécution de ces derniers.

Du 20 janvier 2026 au 31 décembre 2026, le stationnement sera temporairement interdit sur l'ensemble de la commune aux abords des différents chantier, le temps nécessaire à l'exécution des travaux mentionnés ci-dessus.

Article 2 :

Du 20 janvier 2026 au 31 décembre 2026, l'entreprise EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES est autorisée à stationner un ou plusieurs véhicules de chantier sur la chaussée et/ou sur le trottoir, le temps nécessaire à l'exécution des travaux mentionnés ci-dessus.

Article 3 :

Un couloir de circulation pour les piétons devra être mis en place ou dévier en face, si besoin.

Le stationnement et l'arrêt des véhicules seront interdits aux abords du chantier.

La vitesse sera limitée à 30 Km/h.

Article 4 :

Une signalisation appropriée conforme aux prescriptions ministérielles sera mise en place par l'entreprise devant effectuer ces travaux et à ses frais.

Elle est chargée, sous sa responsabilité, du contrôle, de la surveillance et de la maintenance de cette signalisation.

Dans le cas où des perturbations de la circulation proviendraient sur les voies publiques du secteur, les forces publiques pourront interrompre la validité de cet arrêté de façon temporaire ou définitive.

Article 5 :

Lors de l'achèvement des travaux la chaussée devra être propre et satisfaire aux normes de sécurité en vigueur et refaite immédiatement en enrobé définitif. Les déblais et les matériaux entreposés pour les besoins du chantier seront évacués dès la fin de ce dernier.

Article 6 :

M. le Maire, la Police Municipale, le Commandant de Brigade de la Gendarmerie et l'entreprise EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Ainsi fait et arrêté à Anse,

Le Maire,

Daniel POMERET

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lyon, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.